

12-INT-079

Interpellation



Grand Conseil - Secrétariat général
Pl. du Château 6 - 1014 Lausanne

Déposé le 5.12.12

Scanné le

Les médecins spécialistes ne sont-ils pas aussi qualifiés que les généralistes ?

Cette question peut paraître absurde. Hélas, elle correspond à la stricte réalité de la pratique de certaines caisses maladie. Dans le domaine de l'assurance maladie de base (LAMal), parmi les moyens préconisés pour baisser les coûts de la santé, il existe la voie qui consiste à choisir un médecin de premier recours, en principe un médecin généraliste. Ce dernier ausculte, examine, évalue et peut diriger ensuite, mais seulement ensuite, son patient vers un médecin spécialiste s'il l'estime utile, nécessaire, indispensable.

Il arrive parfois, et plus souvent qu'on ne le croit, qu'un patient ait pour médecin de premier recours, comme médecin de famille, un spécialiste en médecine interne avec une sous-spécialité (par exemple pneumologue, rhumatologue, diabétologue, etc.). Ô surprise ! Certaines caisses maladie (et notamment une des quatre plus grandes de Suisse) ne vont pas reconnaître les compétences professionnelles et l'aptitude à soigner de ces médecins spécialistes et refuser de rembourser les prestations fournies par ceux-ci en-dehors de leur spécialisation ainsi que tous les médicaments prescrits aux patients par ces spécialistes. Face à des budgets d'assurance maladie qui deviennent de plus en plus difficiles à supporter, les assurés qui cherchent à limiter leur budget médical se voient ainsi de plus en plus préférentiellement puisqu'en choisissant le système des médecins de famille, ils vont perdre le libre choix du médecin.

Nous souhaitons poser au Conseil d'Etat les questions suivantes :

1. Est-il normal qu'un médecin spécialiste qui, dans le cadre des soins qu'il prodigue dans son domaine spécialisé, soigne d'autres affections qui dépassent le dit domaine dans l'intérêt de son patient, puisse voir ses prestations non remboursées par la caisse maladie ?
2. Est-il acceptable qu'une caisse maladie puisse se placer au-dessus des lois, en l'occurrence de la LAMal, dont le principe de base est de freiner les dépenses en matière de santé et préférer multiplier les interventions médicales ?
3. Le Conseil d'Etat dispose-t-il de moyens de contrôle en ce qui concerne la liberté d'action excessive des caisses maladies ? Si oui, lesquels ?

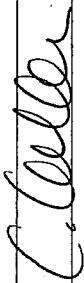
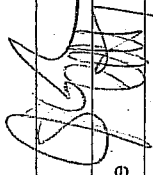
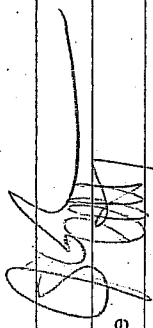
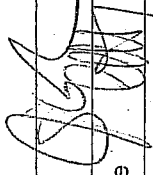
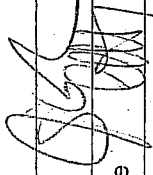
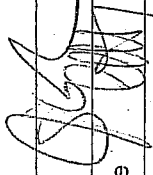
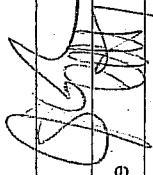
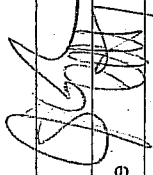
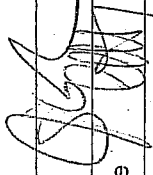
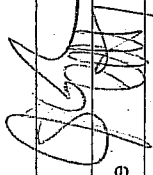
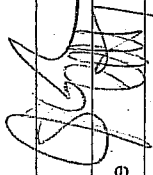
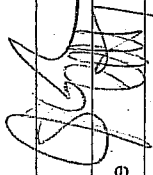
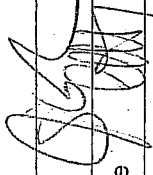
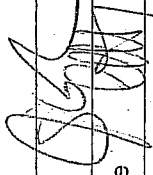
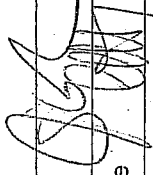
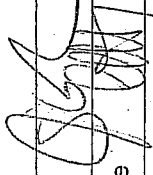
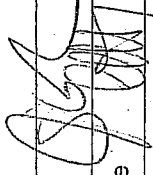
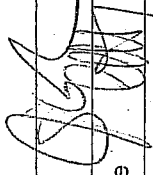
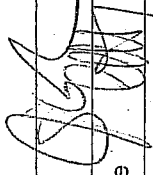
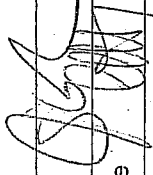
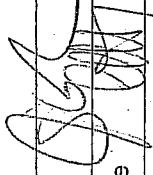
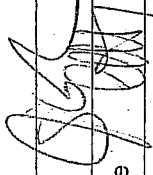
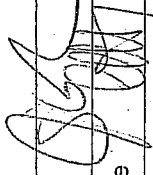
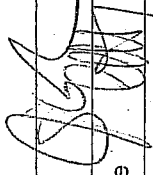
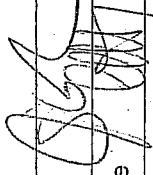
Nous remercions par avance le Conseil d'Etat de son intervention dans ce domaine particulièrement important touchant à la fois à la santé et au porte-monnaie du patient-usager.

Nous souhaitons développer brièvement cette interpellation soutenue par une très large majorité des députés, tous partis politiques confondus.

Marc Oran

Servion, le 2 décembre 2012

Liste des députés signataires – état au 28 août 2012

Aellen Catherine	
Ansermet Jacques	
Apothélos Stéphanie	
Attinger Doepper Claire	
Aubert Mireille	
Baehler Bech Anne	
Ballif Laurent	
Bally Alexis	
Bendahan Samuel	
Berthoud Alexandre	
Bezençon Jean-Luc	
Blanc Mathieu	
Bolay Guy-Philippe	
Bonny Dominique-Richard	
Borloz Frédéric	
Bory Marc-André	
Brélaz Daniel	
Brélaz François	
Buffat Marc-Olivier	
Buffat Michaël	
Butera Sonya	
Cachin Jean-François	
Calpini Christa	
Capt Gloria	
Chapalay Albert	

Chappuis Laurent	
Cherbuin Amélie	
Chevalley Christine	
Chevalley Isabelle	
Chollet Jean-Luc	
Chollet Jean-Marc	
Christen Jérôme	
Christin Dominique-Ella	
Collet Michel	
Cornamusaz Philippe	
Courdesse Régis	
Cretegny Gérard	
Cretegny Laurence	
Crottaz Brigitte	
De Montmollin Martial	
Debluë François	
Desmeules Michel	
Despot Fabienne	
Devaud Grégory	
Divorne Didier	
Dolivo Jean-Michel	
Ducommun Philippe	
Dupontet Aline	
Durussel José	
Duvoisin Ginette	

Epars Olivier	
Favez Jean-Michel	
Favrod Pierre-Alain	
Ferrari Yves	
Freymond Cantone Fabienne	
Gander Hugues	
Genton Jean-Marc	
Germain Philippe	
Glauser Alice	
Glauser Nicolas	
Golaz Florence	
Golaz Olivier	
Grandjean Pierre	
Grobéty Philippe	
Grognuz Frédéric	
Guignard Pierre	
Haldy Jacques	
Haury Jacques-André	
Hurni Véronique	
Induni Valérie	
Jaquet-Berger Christiane	
Jaquier Rémy	
Jobin Philippe	
Jungclaus Delarze Suzanne	
Kappeler Hans Rudolf	

Liste des députés signataires – état au 28 août 2012

Kernen Olivier	Nicolet Jean-Marc	Schaller Graziella
Kunze Christian	Oran Marc	Schobinger Bastien
Labouchère Catherine	Papilloud Anne	Schwaar Valérie
Lachat Patricia	Payot François	Schwab Claude
Luisier Christelle	Pernoud Pierre-André	Sonnay Eric
Mahaim Raphaël	Perrin Jacques	Sordet Jean-Marc
Maillefer Denis-Olivier	Pidoux Jean-Yves	Surer Jean-Marie
Manzini Pascale	Pillonel Cédric	Thuillard Jean-François
Marion Axel	Podio Sylvie	Tosato Oscar
Martinet Philippe	Probst Delphine	Treboux Maurice
Mattenberger Nicolas	Randin Philippe	Trolliet Daniel
Matter Claude	Rapaz Pierre-Yves	Tschopp Jean
Mayor Olivier	Ravenel Yves	Uffer Filip
Meienberger Daniel	Renaud Michel	Vallat Patrick
Meldem Martine	Rey-Marion Aliette	Venizelos Vassilis
Melly Serge	Rezso Stéphane	Voilet Claude-Alain
Meyer Roxanne	Riesen Werner	Voilet Pierre
Miéville Michel	Rochat Nicolas	Vuarnoz Annick
Modoux Philippe	Romano Myriam	Vuillemin Philippe
Mojon Gérard	Roulet Catherine	Weber-Jobé Monique
Montangero Stéphane	Roulet-Grin Pierrette	Wehrli Laurent
Mossi Michele	Rubattel Denis	Wüthrich Andreas
Neirynck Jacques	Ruch Daniel	Wyssa Claudine
Neyroud Maurice	Ruiz Rebecca	Yersin Jean-Robert
Nicolet Jacques	Rydlo Alexandre	Züger Eric